



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse du 6 au 12 mai 2017

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

Coopération.....3

Coopération régionale....Maurice et les Seychelles s'engagent à coopérer pour lutter contre le trafic de la drogue dans la région

Coopération Comores-La Réunion : Présenter aux hommes d'affaires réunionnais les opportunités d'investissement aux Comores

Biodiversité.....7

Lancement du projet »conservation durable de la biodiversité de Grande Montagne » à Rodrigues

Changement climatique.....8

La coopération Sud-Sud essentielle aux Objectifs Mondiaux et à l'action climatique

Tourisme.....11

INDICATEURS : LES ARRIVÉES TOURISTIQUES EN HAUSSE DE 21 % EN AVRIL

Pêche.....12

Le groupe environnemental réunit des données sur les poissons menacés des Seychelles, pour une gestion durable

Coopération



Coopération régionale...Maurice et les Seychelles s'engagent à coopérer pour lutter contre le trafic de la drogue dans la région

2017/05/11

Les îles de la zone sont appelées à travailler ensemble et rehausser leur vigilance face au trafic des stupéfiants dans l'Océan indien. Maurice et les Seychelles s'engagent à collaborer davantage pour combattre ce trafic, et ce, après avoir coopéré avec succès dans la lutte contre la piraterie.

Le ministre des Affaires étrangères, M. Vishnu Lutchmeenaraidoo, s'est entretenu avec la ministre seychelloise de l'Intérieure, Mme Mitcy Larue, ce mercredi 10 mai 2017. La vulnérabilité de la région face au trafic de la drogue par voie maritime était au centre des discussions.

La ministre Mitcy Larue dirige une mission de haut niveau à Maurice dans le cadre de la coopération bilatérale en matière de sécurité. Les Seychelles souhaitent bénéficier du soutien de Maurice pour développer les capacités de leur force de police et de leur système carcéral. La délégation entame des discussions avec les autorités policière et pénitentiaire.

« Le commerce de la drogue dans la région est extrêmement complexe. Il nous faut encourager l'échange de renseignements et d'information au niveau de la région » affirme le Chef de la diplomatie. Celui-ci dit miser sur une initiative au niveau de la **Commission de l'Océan Indien (COI)** avec le soutien de l'agence onusienne United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) pour doter la zone de capacités nécessaires à ce combat.

Le ministre des Affaires étrangères, M. Vishnu Lutchmeenaraidoo, qui est aussi le Président en exercice du Conseil des ministres de la COI, avait récemment discuté de toute la question avec l'UNODC. Celui-ci évoque aussi les moyens pour traquer l'argent sale des trafiquants. La ministre de l'Intérieure des Seychelles dit soutenir la proposition de Maurice dans le

sens d'un effort régional concerté face aux dangers du commerce illicite des stupéfiants.

Le Chef de la diplomatie mauricienne et la ministre de l'Intérieure des Seychelles ont aussi passé en revue divers dossiers de coopération bilatérale dont l'économie bleue et les échanges dans le domaine de la santé. Le ministre Vishnu Lutchmeenaraidoo a réitéré sa vision d'une coopération Sud-Sud à l'échelle régionale fondée sur le partage et le respect mutuel tout en œuvrant dans le sens d'une situation *win-win*.

<http://www.minorityvoice.info/2017/05/11/cooperation-regionale-maurice-et-les-seychelles-sengagent-a-cooperer-pour-lutter-contre-le-traffic-de-la-droque-dans-la-region/>

Al-watwan

Coopération Comores-La Réunion : Présenter aux hommes d'affaires réunionnais les opportunités d'investissement aux Comores

09/05/2017 Abdou Moustoifa



Dans son exposé, le secrétaire général de l'Uccia, Fakriddine Youssouf, a fait un tour d'horizon des projets et chantiers en cours aux Comores ; il a également mentionné les secteurs clés et porteurs de croissance pour le développement économique du pays : la pêche, l'agriculture et le tourisme.

L'Agence nationale pour la promotion des investissements (Anpi) et l'Union de chambres de commerces d'industrie et d'agriculture (Uccia) ont reçu hier, lundi, en fin d'après-midi, une mission de la Région Réunion dans le cadre des accords de partenariat économique signés en mars dernier entre Moroni et Saint-Denis.

L'objectif de cette visite, la première depuis l'implantation d'une antenne aux Comores, est de permettre aux différents investisseurs de La Réunion de prendre connaissance du potentiel que recèle l'Union des Comores et des facilités dont ils pourraient bénéficier.

Selon le directeur général de l'Anpi, Abdou Katibou, la rencontre a surtout été l'occasion de séduire ces hommes d'affaires réunionnais en leur montrant les garanties offertes par le gouvernement comorien dans le cadre de sa politique de relance économique.

Composée d'une douzaine de chefs d'entreprises, la délégation entend rencontrer les opérateurs économiques locaux, a expliqué Faouzia Aboubacar, conseillère régionale déléguée à la coopération régionale et chef de la mission.

Selon elle, la première vocation de la coopération entre la Région Réunion et les Comores est de développer des liens commerciaux. Ce partenariat devra aussi aboutir à un partage d'expériences à travers le développement de projets ambitieux.

«La richesse régionale repose sur la synergie des entrepreneurs. C'est la raison pour laquelle cette mission est venue rencontrer le tissu économique du pays pour connaître leurs difficultés afin de pouvoir les accompagner», ajoutera-t-elle. Abdou Katibou estime que la similarité et l'insularité qui caractérisent les deux pays peuvent jouer un rôle crucial dans ce processus.

A son tour, le secrétaire général de l'Uccia, Fakriddine Youssouf, a présenté le profil-pays. Dans son exposé, il a fait un tour d'horizon des projets et chantiers en cours, mais il a également fait état des secteurs clés et porteurs de croissance pour le développement économique du pays.



Il a, enfin, énuméré les potentialités des Comores dans tous les secteurs. Pour Fakriddine Youssouf, les secteurs qui ont besoin d'un appui immédiat sont la pêche, l'agriculture et le tourisme. S'il reconnaît que la balance commerciale comorienne est déficitaire (60% des produits consommés aux Comores sont importés), il reste convaincu que la tendance peut changer.

Sur ce point, il a appelé les investisseurs à s'impliquer dans la création d'une valeur ajoutée dans les produits exportés, notamment les produits de rente comme l'ylang-ylang, dont les Comores restent le premier pays exportateur au monde.

Il a aussi plaidé pour l'accompagnement dans le développement des secteurs aussi importants que l'industrie de transformation, l'éducation, la santé, les Tic, etc. La chargée de communication à l'Anpi, Asnata Islam, a mentionné les mesures et initiatives juridiques déjà prises pour faciliter l'investissement aux Comores, de la liberté de transferts des capitaux et des rémunérations jusqu'à la réduction des tarifs sur l'importation de matériels destinés à la production.

Une mission de la Région Réunion à Moroni

La mission de la Région Réunion, qui séjourne à Moroni depuis hier, et conduite par Faouzia Aboubacar Ben-Vitry, conseillère régionale déléguée à la coopération régionale, est composée, entre autres, de représentants d'institutions et de chefs d'entreprises.

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la coopération entre les Comores et La Réunion et durera cinq jours, jusqu'au vendredi 13 mai. Les discussions entre les deux parties tourneront autour de quatre principales thématiques : l'agriculture, l'environnement et l'aménagement du territoire, l'économie et le tourisme et, enfin, l'énergie et la gestion des déchets.

Parmi la délégation, on compte des responsables de la Maison de l'emploi du nord de La Réunion, mais aussi la Chambre de commerce et d'industrie de l'île, qui regroupe plus de 35.000 entreprises.

La mission s'entretiendra avec le ministre des Affaires étrangères et le commissaire général au Plan. Il y aura également des rencontres B to B et une séance de travail entre la Région Réunion et la Bad.

Un entretien avec la secrétaire d'État en charge du Tourisme et de l'Artisanat est aussi au programme. Un point de presse est prévu le vendredi à 16 h, peu avant le départ de la mission.

<http://alwatwan.net/economie/pr%C3%A9senter-aux-hommes-d%E2%80%99affaires-r%C3%A9unionnais-les-opportunit%C3%A9s-d%E2%80%99investissement-aux-comores.html>

Biodiversité

Lancement du projet « Conservation durable de la biodiversité de Grande Montagne » à Rodrigues

La Mauritius Wildlife Foundation (MWF) bénéficie de 100 000 euros pour la conservation durable de la biodiversité de la réserve naturelle de la Grande Montagne à Rodrigues

Un appel à projets destiné aux acteurs non étatiques a été lancé en 2015 par le programme Biodiversité de la Commission de l'océan Indien, financé par l'Union européenne. L'objectif de cet appel est de soutenir les initiatives visant à promouvoir la contribution de la biodiversité au développement économique durable et à améliorer les conditions d'existence des populations.

29 entités issues de la société civile de la région océan Indien occidentale (OIO) vont bénéficier d'une enveloppe totale de 2,4 millions d'euros. Les projets sélectionnés couvrent des thèmes variés liés à la conservation régionale dans les 6 pays bénéficiaires (Comores, Kenya, Madagascar, Maurice, Seychelles et Tanzanie).

Grâce à ce programme de subventions, la Mauritius Wildlife Foundation (MWF) a bénéficié de 100 000 euros pour la conservation durable de la biodiversité de la réserve naturelle de la Grande Montagne à Rodrigues.

Ce projet vise à restaurer ce site naturel connu pour ses espèces de plantes et d'oiseaux endémiques et/ou en danger, dont le Rodrigues Fody, la fauvette de Rodrigues ou la chauve-souris frugivore rodriguaise qui a disparu de l'île Maurice.

A terme, il s'agira de faire du Dominique Farla Information Centre une attraction touristique et un centre d'éducation et de sensibilisation autonome et de qualité.

La MWF est la seule ONG œuvrant dans la conservation de la faune terrestre endémique à Maurice et à Rodrigues.

Le projet sera officiellement lancé en présence des autorités et d'autres parties prenantes.

La restauration de la réserve naturelle de la Grande Montagne est un projet à long terme soutenu par les services forestiers de l'Assemblée générale de Rodrigues (RRA). Elle implique la communauté locale en leur apportant des moyens de subsistance et des formations.

Changement climatique

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR. RAYMOND VERGES

La coopération Sud-Sud essentielle aux Objectifs Mondiaux et à l'action climatique

Conférence de Bonn sur le climat

[Témoignages.re](http://Temoignages.re) / 12 mai 2017

Un nouveau rapport mettant en lumière le rôle de la coopération Sud-Sud dans le développement durable et les défis liés au changement climatique a été lancé le 10 mai, à Bonn, lors de la conférence sur le climat.



Le rapport, intitulé « Catalyser la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national dans le contexte de l'Agenda 2030 par la coopération Sud-Sud », a été rédigé conjointement par le Bureau de direction du Secrétaire général des Nations Unies et le secrétariat de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques. Il a été rendu public lors d'un événement parallèle tenu à la conférence climat de Bonn.

Amina J. Mohammed, vice-secrétaire générale de l'ONU, a déclaré : « Alors que nous sommes confrontés au spectre croissant de l'unilatéralisme, du protectionnisme et de l'isolationnisme, il est vital de

dynamiser les partenariats pour le développement durable. Dans ce contexte, les efforts du Sud prennent de l'élan ».

Pour sa part, Patricia Espinosa, Secrétaire exécutive de la CCNUCC, a renchéri : « Pour encourager et renforcer la coopération Sud-Sud, les Nations Unies s'engagent à soutenir le Sud. Nous engageons nos connaissances et nos ressources pour participer à cet effort et mobiliserons autant d'autres acteurs au sein du système des Nations Unies que possible ».

Lien entre plan climat et développement durable

Le rapport a été commandé par l'Incubateur de partenariats climat du Sud des Nations Unies, une initiative lancée par le Bureau de la direction du Secrétaire général et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, visant à promouvoir et à soutenir la coopération Sud-Sud dans le domaine des changements climatiques.

Le rapport étudie les liens entre les contributions déterminées au niveau national (NDC en anglais) et les Objectifs de développement durable (ODD), et souligne la façon dont un pays peut favoriser une action climatique accrue grâce à la coopération Sud-Sud. Les pays en développement peuvent tirer de considérables avantages de solutions qui remédient à la fois aux changements climatiques et aux multiples défis de développement grâce à une coopération Sud-Sud.

L'accent est placé sur la manière dont les domaines prioritaires décrits dans les NDC peuvent servir de point de départ pour la coopération Sud-Sud, tout en stimulant l'action climatique et le développement durable. Le rapport va un peu plus loin et décrit comment la mise en œuvre des NDC, qui reposent sur les priorités nationales de développement, générera des co-bénéfices d'importance pour la réalisation des ODD.

Échanges d'expériences

La coopération Sud-Sud a pris de l'ampleur au cours des dernières décennies, avec l'engagement du Sud dans son ensemble dans un

échange d'expériences et la mise à disposition de ressources humaines, techniques et financières. De nombreux pays en développement ont également accumulé des connaissances et des expériences uniques en adoptant des voies de développement durables, à faibles émissions de gaz à effet de serre et résilientes au climat, et en impliquant d'autres pays ayant des besoins de développement. Un énorme potentiel de coopération Sud-Sud existe, et peut compléter l'appui des pays développés, dès aujourd'hui et à l'avenir.

La communauté internationale et les Nations Unies peuvent jouer un rôle important pour promouvoir et faciliter cette coopération, et plus particulièrement en ce qui concerne le développement et l'action climatique, en exploitant davantage le potentiel de celle-ci pour la réalisation des objectifs de développement durable.

<http://www.temoignages.re/developpement/changement-climatique/la-cooperation-sud-sud-essentielle-aux-objectifs-mondiaux-et-a-l-action-climatique,89584>

Tourisme

LeDEFI

INDICATEURS : LES ARRIVÉES TOURISTIQUES EN HAUSSE DE 21 % EN AVRIL

09 MAI 2017 BY **KAMLESH BHUCKORY**

LIVE NEWS



La fête de Pâques aidant, le nombre de touristes ayant foulé le sol mauricien en avril est passé à 111 432, contre 91 992 durant le même mois l'année dernière. Cela représente une hausse de 21,1 %. C'est ce qu'affirme le ministère du Tourisme dans le dernier relevé des arrivées touristiques communiqué le lundi 8 mai.

Pour la période de janvier à avril, les arrivées ont atteint 451 114 (une progression de 7,5 %). À ce jour, la croissance des arrivées est donc supérieure à l'estimation de Statistics Mauritius, qui table sur quelque 1,34 million de visiteurs cette année. La hausse par rapport à 2016 serait de 4,1 %.

Les recettes touristiques devraient atteindre un nouveau palier record avec Rs 58 milliards. L'Europe se taille la part du lion, représentant 61 % du nombre total des arrivées. Les principaux marchés européens ont été la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Suisse et l'Italie.

Pour cette région, on note une progression de 30 % voire plus sur des marchés tels que la République tchèque, l'Irlande, les Pays-Bas, la Pologne et la Slovaquie. À cette bonne performance de l'Europe s'ajoute celle des deux régions qui constituent une source appréciable de touristes. D'une part, l'Afrique avec ses 94 154 touristes pour les quatre premiers mois, soit une croissance de 7,1 %. Maurice a

accueilli 65 506 touristes (une hausse de 3,2 %) venant d'Asie, qui a comme principaux moteurs la Chine et l'Inde.

<http://defimedia.info/indicateurs-les-arrivees-touristiques-en-hausse-de-21-en-avril>

Pêche



Le groupe environnemental réunit des données sur les poissons menacés des Seychelles, pour une gestion durable

May 11, 2017, Thursday By: sharon Meriton , Betymie Bonnelame et Estelle Perron



Le groupe environnemental réunit des données sur les poissons menacés des Seychelles, pour une gestion durable

Wilna Accouche a indiqué à la SNA que les informations recueillies tout au long de ce projet seront présentées aux pêcheurs qui seront encouragés à prendre l'initiative de définir des mesures qui permettront de mieux gérer les stocks de poissons (Gerard Larose, Conseil du Tourisme des Seychelles)

(Seychelles News Agency) - La Fondation des îles Vertes « Green Island Fondation » (GIF), une organisation environnementale à but non lucratif aux Seychelles, a commencé à collecter des données dans le cadre d'un projet sur les espèces vulnérables et celles qui préoccupent les pêcheurs locaux.

Le directeur général de la GIF, Wilna Accouche, a indiqué à la SNA: «Les informations recueillies tout au long de ce projet seront présentées aux pêcheurs qui seront eux-mêmes encouragés à prendre l'initiative de définir des mesures qui permettront de mieux gérer les stocks de poissons».

Les poissons ramenés à terre sur cinq sites de débarquement autour de Mahe, l'île principale du pays, ainsi que le principal marché de poissons de la capitale, Victoria, sont surveillés, mesurés et photographiés dans le cadre du projet afin d'évaluer l'apparition de plusieurs espèces de poissons menacées sur le plateau de Mahe. Cette conclusion préliminaire a été révélée à la SNA cette semaine après des mois de collecte de données par la GIF.



Un pêcheur étripant sa pêche du jour sur une plage des Seychelles. Le nouveau projet vise à protéger les stocks de poissons en incitant les pêcheurs à collaborer et à participer activement à la collecte de données. (Seychelles News Agency) Licence Photo: CC-BY

La Fondation des îles Vertes, créée en 2006, est une organisation non gouvernementale enregistrée aux Seychelles dédiée à l'intégration du développement durable.

Le projet vise au moins 20 espèces classées de « vulnérables » à « en danger critique » par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et d'autres espèces qui préoccupent les pêcheurs des Seychelles.

Les espèces surveillées de près dans le cadre du projet sont principalement des mérus, des requins et des raies, mais des espèces de poissons napoléon et de poissons perroquets sont également incluses.

L'assistant du projet GIF, Frank Volcere, a déclaré à la SNA que: «Les résultats préliminaires paraissent intéressants. Un site particulier débarque de nombreux juvéniles de ces espèces préoccupantes et nous sommes très intéressés à en savoir plus ».

Selon Accouche, les données recueillies seront ensuite comparées aux informations historiques qui détermineront dans quelle mesure ces espèces ont diminué.



Les poissons ramenés à terre sur cinq sites de débarquement autour de Mahe, ainsi que le principal marché de poissons de la capitale, Victoria, sont surveillés, mesurés et photographiés dans le cadre du projet afin d'évaluer l'apparition de plusieurs espèces de poissons menacées sur le plateau de Mahe. (Gerard Larose, Conseil du Tourisme des Seychelles)
Licence Photo: CC-BY

La gestion de l'approche ascendante a déjà été bien accueillie par les pêcheurs et les autres communautés côtières, car ils ont également participé à l'exercice de collecte de données. Il y a cinq personnes qui travaillent déjà sur les sites de débarquement pour aider la GIF à mesurer les espèces sous surveillance.

Le poisson est consommé quotidiennement aux Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental, et la majeure partie de cette offre est assurée par la pêche artisanale.

Financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et « Conservation International Japan » dans le cadre de l'initiative FEM-Satoyama, le projet traite également de l'Objectif 14 du développement durable des Nations Unies, qui cible la vie sous l'eau.

Le projet de deux ans s'inscrit également dans la stratégie de l'économie bleue des Seychelles pour promouvoir la gestion durable des pêches.

La GIF espère faire plus de plaidoyer pour le projet pour le rendre plus visible auprès de la communauté de pêche et pour obtenir autant de pêcheurs que possible afin qu'ils donnent leurs points de vue sur la façon de rendre la pêche artisanale sur le plateau de Mahe plus durable.

<http://www.seychellesnewsagency.com/articles/7249/Le+groupe+environnemental+runit+des+donnes+sur+les+poissons+menacs+des+Seychelles%2C+pour+une+gestion+durable>